



À Amiens, le 24 octobre 2018,

Objet : Avis sur le dispositif d'aide suite aux mortalités massives.

Mesdames, Messieurs,

Un dispositif d'aide de 3 million d'euros a été mis en place pour renouveler le cheptel décimé par des mortalités massives pendant l'hiver 2017/2018.

L'association des Apiculteurs Professionnels en Pays du Nord et Picardie (APPNP) dénonce une très mauvaise décision.

Les pertes hivernales qui ont été largement médiatisées n'ont rien de plus exceptionnelles que les autres années. Elles sont récurrentes depuis une trentaine d'années et ceci depuis l'arrivée du varroa. A chaque fois que des mortalités ont lieu, les « apiculteurs » qui font leurs cinémas sur les réseaux sociaux bénéficient d'une écoute attentive de certains syndicats déconnectés de la profession et des médias qui trouvent sensationnel d'évoquer les petits problèmes de l'abeille domestique. Sous couvert de combats pour l'écologie, les insinuations abusives contre les produits phytosanitaires ne servent en rien la défense de l'environnement mais en plus pénalisent une profession : l'apiculture. Les possesseurs de ruches ne veulent jamais se remettre en questions sur leur formation insuffisante à l'élevage de l'abeille et à la gestion du varroa, mais préfèrent accuser les autres : les pesticides, les agriculteurs, les frelons...

Toute aide doit viser une exigence particulière quant à l'efficacité des résultats : aucune chance ici d'atteindre l'objectif d'au moins réduire la mortalité. Trois millions d'euros pour que des apiculteurs renouvellent leur cheptel décimé parce qu'ils ne savent pas élever, c'est inacceptable. Les pertes de ces nouveaux essaims seront à coup sûr dans les mêmes proportions que celles qui ont déclenchées ce faux plan de sauvetage. C'est l'argent du contribuable que l'on gaspille et une filière que l'on néglige déjà asphyxiée par la fraude (miel d'import qui devient français, adultération, usurpation du statut agricole...). Ce n'est pas uniquement le ministère de l'agriculture qu'il faut blâmer d'avoir décidé ce plan dans la précipitation, mais bien les représentants syndicaux qui ont soumis leurs propositions.

C'est un manque de rigueur et un déni du problème de la varroase de la part de ces représentants.

Nous comprenons la détresse de ces apiculteurs soumis à ces pertes, mais tout de même !  
La seule motivation, la première exigence, l'intérêt commun qui devraient guider ce monde est de connaître et guérir ces causes pour qu'elles n'engendrent pas à nouveau ces mortalités.  
Orienter les apiculteurs vers des structures compétentes à transmettre des conseils, les former, leur apporter les connaissances de base à l'élevage d'abeille est élémentaire.

Notre association de développement apicole, tout comme le réseau des Associations de Développement Apicoles régionales a pour objet :

- de favoriser les conditions favorables aux enjeux des exploitations apicoles.
- promouvoir l'installation,
- recueillir les attentes des adhérents pour leur apporter des conseils et leur dispenser des formations,
- participer à des expérimentations en partenariat avec l'Institut Technique et Scientifique de l'Abeille et de la Pollinisation (ITSAP),
- compiler les données technico économiques,
- être partenaire de l'ensemble des filières agricoles.

Tout ceci en vue de produire des produits de qualité et participer à la bonne tenue économique des exploitations apicoles et de mieux appréhender les enjeux de la filière professionnelle.

Nous considérons le développement comme un moteur indispensable à l'apiculture, elle est l'émanation des apiculteurs de terrain issus de tous bords syndicaux qui désirent par leur cotisation, mettre en œuvre une énergie commune pour trouver des solutions concrètes. C'est un outil collectif au service de chacun. Or, c'est l'individualisme que favorise ce plan. Et d'ailleurs combien parmi ceux qui demanderont l'aide sont adhérents d'une ADA ? Avant d'être récupérés par des syndicats qui n'ont rien d'autres à évoquer que les insecticides pour tenter d'être crédibles.

Un seul syndicat, et c'est courageux, a osé évoqué le manque de formation des apiculteurs qui ont connus une mortalité massive. Et a aussi émis l'hypothèse que si ce n'était pas dû à ce fait, ce serait la faute d'un environnement tellement hostile à l'abeille domestique que l'apiculture y serait impossible.

En Hauts de France, zone de grande culture, vous pouvez décider de tout boiser, convertir toutes les surfaces agricoles en mode de production biologique, décréter d'un moratoire sur tous les pesticides, les apiculteurs dépourvus de technique d'élevage connaîtront les mêmes mortalités.

Et qui accuseront t' ils dès lors ?

Selon nos chiffres, les adhérents de l'APPNP connaissent une mortalité de 15%. Et ceci en considérant les non valeurs (5% de mortalités et 10 % de non valeur).

**Le problème est bien le varroa et le manque de technique apicole.**

Sur cet acarien et sa charge virale délétère, les moyens nécessaires sont énormes pour continuer les expérimentations dans le but d'améliorer les techniques de luttés intégrées et inciter et ou participer à la création de nouveaux médicaments efficaces.

Et cela demande des moyens.

Actuellement, les ADAs, au travers de différentes actions perçoivent des aides dans le cadre du Plan Apicole Européen (PAE) afin de favoriser tous ces objectifs et ceci à hauteur de 1 400 000€ (800 000€ en assistance technique , 400 00€ sur le programme sélection et 200 000€ pour la fédération ADAFrance). Rien pour un outil collectif comparé aux 3 millions d'euros destinés à des apiculteurs

qui auraient dû bénéficier d'une formation et d'un parcours à l'installation adéquate.  
Ici le rôle du réseau de développement apicole est primordial.

Les modalités de financement des ADAs sont rigoureuses, et à juste titre. Et là sur une enveloppe de 3 millions, on se base sur du déclaratif. Le fait que le dispositif autorise jusqu'au 31 octobre 2018 pour justifier d'un traitement, montre à quel point le varroa n'est pas pris en compte : il y a deux mois de retard sur les traitements et après on ne s'étonnera pas à nouveau de mortalités massives. Sans compter que l'on peut acheter des essaims dans toute l'Europe. Des risques sanitaires sont pris notamment à cause d'Aethina Tumida et on n'encourage pas les producteurs d'essaims Français.

Enfin, la synergie entre le développement et la recherche est essentielle et nécessaire, et il serait donc utile de sauver un ITSAP actuellement dans une situation désespérée. Là aussi il serait plus judicieux d'aider cet autre outil collectif que de favoriser l'individualisme.

Nous souhaitons préciser aussi que le réseau du développement n'a pas été consulté sur l'analyse et les décisions prises et nous considérons avoir un droit de décision sur de tels enjeux. Nous pensons que le développement et la recherche permettent de trouver des solutions concrètes.

Nous restons à la disposition de chacun des acteurs de la profession pour échanger.

Sincères salutations

Guillaume Lecat  
Président APPNP

APPNP, Apiculteurs Professionnels en Pays du Nord et Picardie  
Chambre d'agriculture de Picardie  
19bis, rue Alexandre Dumas  
80096 Amiens cedex3  
tél. 03 44 48 61 78 mail. [guillaumelecat76@orange.fr](mailto:guillaumelecat76@orange.fr)  
Animateur : 06 32 07 39 44 [grégory.dussenne@agriculture-npdc.fr](mailto:grégory.dussenne@agriculture-npdc.fr)